

PROPOSITIONS CGT POUR RÉPONDRE À L'URGENCE DE RÉORGANISATION DE NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

Une part de plus en plus importante de la population ne peut plus bénéficier d'un établissement hospitalier de proximité dans son territoire.

Problème – La stratégie des libéraux est d'ouvrir le marché de la santé au capital. Pour cela, il est nécessaire d'affaiblir l'épine dorsale du système public de santé, à savoir l'hôpital public. C'est ainsi que depuis maintenant près de trente ans, nous assistons à la fermeture progressive de la plupart des hôpitaux de proximité.

Dans un premier temps, l'argument de la sécurité a été mis en avant sans aucune preuve de cette affirmation, puis aujourd'hui c'est celui de la pénurie médicale qui a été sciemment organisée pour aboutir à cette évidence !

Plusieurs arguments viennent contredire cette « logique ».

Premièrement, la fermeture des maternités de proximité, alors qu'on nous propose aujourd'hui de les remplacer par des maisons de naissance où ne seront présentes que des sages-femmes. Deuxièmement, la fermeture des blocs opératoires, du fait de leur faible activité qui nuirait à la qualification des chirurgiens.

Or ce qui compte n'est pas le nombre d'actes par bloc opératoire, mais bien le nombre d'interventions par chirurgien.

À l'heure du développement de la chirurgie ambulatoire, la problématique est bien que le chirurgien se déplace et exerce sur plusieurs sites, plutôt que de demander au patient de se déplacer dans des « usines à opérer » très loin de chez lui.

SOLUTIONS

- Il s'agit de maintenir et de développer un maillage d'hôpitaux de proximité qui corresponde à une logique d'aménagement du territoire.

- L'hôpital de proximité est un établissement doté d'un service d'urgences, d'une maternité de niveau 1, de services de médecine et de chirurgie, de services de soins de suite et de structures pour les personnes âgées (Ehpad, USLD). Il est en lien avec un réseau de centres de santé et la psychiatrie de secteur.

Les décisions dans le domaine de la santé souffrent d'un manque de démocratie.

Problème – Cette situation s'est aggravée avec la mise en place des ARS (Agences Régionales de Santé).

Si l'objectif d'un pilotage territorial du secteur de la santé peut être considéré comme une avancée, la nouvelle configuration régionale a créé des entités qui ont la taille de certains pays européens, avec un éloignement des structures décisionnelles du terrain.

Par ailleurs, la concentration des pouvoirs dans les mains du directeur général ne laisse quasiment aucune place à l'expression démocratique.

Enfin, l'absorption de structures de la Sécurité sociale a pour unique objectif de prendre le contrôle financier de cette institution, qui ne devient plus qu'un payeur aveugle.

SOLUTIONS

- Rétablissement de structures administratives déconcentrées de l'État dans les territoires comme l'étaient les Ddass et les Drass.

Ces structures doivent retrouver leurs prérogatives qui ont trop souvent été confiées à des « agences » développées en dehors de l'administration d'État.

- Création de Chambres Territoriales de Santé dans lesquelles siègeraient des élu(e)s, des représentants locaux des professionnels et des organisations syndicales de salarié(e)s, les organismes de Sécurité sociale et les services déconcentrés de l'État.



Les fermetures d'établissement ou de services, de maternités décidées ces dernières années par les gouvernements successifs, l'austérité imposée se répercutent aussi sur les habitants : **éloignement, difficultés d'accès aux soins, engorgement des services, baisse de la qualité des soins.**

Cette situation ne pourra que s'aggraver avec la fusion des 850 hôpitaux dans 150 Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) qui a commencé en 2016. La chirurgie en ambulatoire (sans hospitalisation de nuit) et les sorties précoces sont maintenant imposées, non pas dans l'intérêt du patient-e mais parce que ça coûte moins cher!

Dans les EHPAD et les maisons de retraite, c'est la course à la place et les « maltraitances institutionnelles » font régulièrement la une de la presse en France. **La destruction progressive du système de santé publique ouvre grand la voie à sa privatisation.**

**Conséquence, la santé, devient de plus en plus coûteuse, de moins en moins accessible à l'ensemble de la population.
Ça suffit !**

Il y a urgence :

- A bloquer la poursuite de cette politique d'austérité des gouvernements successifs imposée aux hôpitaux ainsi qu'à l'ensemble des services publics ;
- D'alerter la population sur le lien à faire entre ces politiques d'austérité contre l'hôpital et la Sécurité sociale et les difficultés d'accès aux soins de l'ensemble des citoyens, à part les plus riches ;
- D'alerter la population sur le lien à faire entre ces politiques d'austérité et les chiffres alarmants de la mortalité sur l'ensemble de nos territoires ;
- A répondre aux demandes de soins et d'accueil pourtant légitimes d'une population elle-même de plus en plus précarisée, maltraitée par les mesures d'austérité et d'une politique d'abandon du service public républicain par rejet de l'Etat, qui remet en cause l'égalité d'accès sur l'ensemble du territoire.

La population a toute sa place aux côtés des fonctionnaires pour combattre l'austérité imposée par les lois de financement de la Sécurité sociale aux hôpitaux, en exigeant l'abrogation des lois hospitalières (Bachelot et Touraine) pour bloquer la réduction de l'offre de soins organisée à travers les GHT.

- **Contre les fermetures de lits et de services qui débouchent sur des déserts sanitaires et sociaux ;**
- **Contre les forfaits, franchises et dépassements d'honoraires, pour l'accès aux soins aux services sociaux et à une prise en charge du handicap, partout pour toutes et tous ;**
- **Pour la défense de la Sécurité Sociale qui finance le secteur sanitaire, social et médico-social.**

MARDI 10 OCTOBRE
RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS À :
▪ **AGEN À 10H DEVANT LA PRÉFECTURE**
▪ **VILLENEUVE À 14H30 DEVANT LA MAIRIE**